

Conférence Paris 13

2 février 2016

Grèce : Quelles crises et quelles solutions ?

Gabriel Colletis Gabriel.Colletis@ut-capitole.fr

Introduction

Les explications fournies le plus souvent pour rendre compte de la crise en Grèce ont un caractère moniste. Sont ainsi invoqués : une crise de la dette, le mauvais fonctionnement de la zone euro, la faiblesse de l'Etat, un fonctionnement non optimal des mécanismes de marché, les mentalités...

Nous considérons ici que la crise grecque est globale et systémique. Elle touche toutes les dimensions de la vie sociale et chacune de ces dimensions interagit avec les autres sans qu'il soit possible de réduire la crise à un facteur explicatif majeur et a fortiori unique.

Dans cette brève présentation, nous mettrons en évidence quelques-unes des dimensions de la crise grecque en montrant ses interactions avec ses autres dimensions. Notre approche relève de l'économie et de la démographie mais est attentive aux autres apports des sciences sociales.

Dans le premier temps de cette présentation, nous rappellerons quelques données économiques et sociales qui illustrent la profondeur d'une crise qui s'est considérablement aggravée depuis 2008 du fait des choix économiques effectués.

Dans un second temps, nous nous hasarderons à proposer des pistes de réflexion sur ce que pourraient être les issues de la crise grecque. Ces issues ne sauraient relever d'une simple somme de mesures catégorielles ou sectorielles répondant à chacune des dimensions de la crise saisies isolément. De facto, seul l'élaboration d'un nouveau modèle de développement est de nature à permettre d'engager un processus de transformation des structures politiques, économiques, sociales de la Grèce constituant une réponse globale à la crise. Le lieu d'élaboration de ce modèle se situe dans la société grecque prise comme un ensemble à même de produire de nouvelles normes. Les chercheurs en sciences sociales peuvent cependant apporter leur contribution à ce processus.

1 Données sur la crise et choix économiques effectués depuis 2008

1.1 Les données sur la crise

La crise grecque est à la fois ancienne et récente, aggravée par les choix effectués depuis 2008-2009.

Voici quelques indications chiffrées de la profondeur de la crise¹ :

Indicateurs sociaux

Le taux de suicides est en hausse de 44% entre 2007 et 2011

Le taux de dépression dans la population passe de 3,3% à 12,3% en 2013, soit une hausse de 272%

Le taux de pauvreté est de 32,2% en 2012

La hausse du taux de pauvreté est de 98,20% entre 2010 et 2012

Le taux des jeunes (15-29 ans) confrontés à des privations matérielles graves passe de 12,8% à 25,8% en 2012, soit une hausse de 101%

Indicateurs socio-économiques

Les pertes en salaire entre 2009 et 2014 sont de 38%

Les pertes en pension de retraite sont de 45% entre 2009 et 2014

Le PIB/habitant des Grecs (en parité de pouvoir d'achat) a augmenté de 36% entre 1999 et 2007. Il est retombé en 2014 à son niveau de 2007

Le pourcentage d'emprunts immobiliers « au rouge » passe de 5% du total des emprunts immobiliers en 2008 à 25% en 2013, soit une hausse de 400%

Le taux de chômage passe de 9,5% en 2009 à 27,6% en 2014, soit une hausse de 190%. La Grèce connaît le taux de chômage le plus élevé de la zone Euro (5 fois plus élevé que celui de l'Allemagne, plus de 2 fois supérieur à celui de la France)

Le taux des chômeurs recevant des allocations passe de 40% en 2010 à 15% en 2014, soit une baisse de 63%

Le pourcentage de jeunes hors emploi, formation ou enseignement passe de 15% en 2008 à 28,8% en 2013, soit une hausse de 92,6%

La moyenne du nombre de licenciements par semaine entre 2008 et 2013 est de 3800 personnes, soit près d'un million de licenciements pendant la période des cinq années

¹ Sources : BCE, Banque mondiale, COE-Rexecode, Elsat, Fédération grecque du commerce, FMI Okeanews

Indicateurs économiques

Le PIB n'a cessé de baisser depuis 2007 mais cette baisse s'est accentuée entre 2009 et 2013, la contraction du PIB pendant cette dernière période étant de 25%

L'indicateur de production industrielle a baissé de 30% entre 2009 et 2013

L'investissement a reculé de 65% en volume entre 2007 et 2014

Les entreprises ayant fermé entre 2010 et 2013 représentent 30% du nombre total d'entreprises

La dette publique est passée de 235 milliards d'Euros en mars 2007 à 321 milliards fin décembre 2013, soit une hausse de 36,5%. La dette représentait 102% du PIB en 2007, 171% en 2011, 156% en 2012 (restructuration avec effacement partiel et transfert des banques vers les acteurs institutionnels) et 177% en 2014.

1.2 Les choix économiques effectués depuis 2008-2009

Les choix économiques effectués depuis 2008-2009, bien effectifs mais non dicibles, consistent en la réduction de deux déficits : celui de la balance courante, celui du déficit budgétaire.

Les effets et l'explication des politiques d'austérité sont bien visibles : en 2012, le déficit courant² de la Grèce s'établit au plus bas depuis 1999. Le déficit budgétaire se contracte. Le tout au prix d'un effondrement de l'activité économique.

Le déficit courant de la Grèce est réduit de 73% et s'établit à 5,58 milliards d'euros. Ceci est le résultat d'une baisse des importations liée à la très forte baisse de la consommation et des investissements, et de charges d'intérêt en baisse également, comme suite de la réduction de la dette souveraine du pays (cf supra). **Le déficit courant est ainsi ramené à 2,9% du produit intérieur brut (PIB), contre 9,9% en 2011 et à son niveau le plus faible depuis au moins 1999, selon les données disponibles³.**

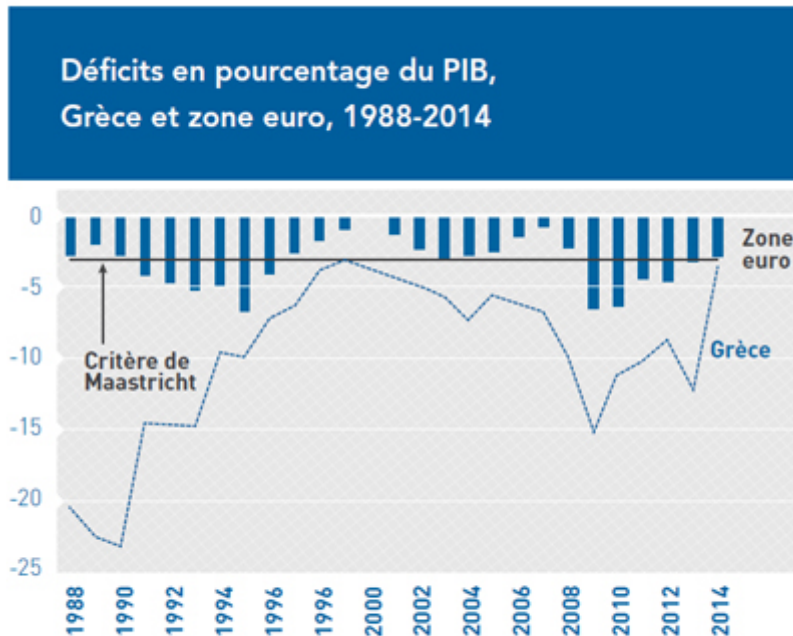
Le déficit budgétaire grec est quant à lui une donnée très ancienne des finances publiques, même si celui-ci n'a pas toujours été au centre des débats de la politique économique...

² La balance courante est le solde des flux monétaires d'un pays résultant des échanges internationaux de biens et services (balance commerciale), revenus et transferts courants. La balance courante est un des composants de la balance des paiements. On considère généralement qu'une balance courante positive permet au pays de rembourser sa dette ou de prêter à d'autres pays. Une balance négative (= *un déficit courant*) doit être compensée en contractant des emprunts auprès d'agents extérieurs ou en liquidant des actifs extérieurs

³ Les importations, hors produits pétroliers, ont chuté de 12% à 41,6 milliards d'euros, selon les statistiques de la banque centrale. Les exportations de biens, hors carburants traités dans les deux raffineries du pays, ont augmenté de 3,8% sur la même période, à 13,85 milliards d'euros. La charge d'intérêts sur la dette souveraine de la Grèce a chuté après une décote de 75% consentie par les créanciers privés (les banques) en mars 2012. Le solde de ce compte a baissé de 75% à 2,16 milliards. On notera que les revenus du tourisme, principale source de revenus du pays, ont accusé une baisse de 4,6% à 10,2 milliards d'euros.

Au cours des 25 dernières années, le gouvernement grec a enregistré un déficit budgétaire moyen équivalent à 9,5% du PIB – soit presque trois fois la moyenne des pays de la zone euro –, avec un sommet à 23,3% en 1990. Le simple trou budgétaire du gouvernement de la Grèce, cette année-là, représentait donc l'équivalent du quart de la richesse produite dans le pays durant toute l'année.

Figure 1



Sources : Matthieu Arseneau, « Perspectives des finances publiques de la zone euro », *L'hebdo économique*, Banque Nationale Groupe financier, 19 mars 2010, p. 2; The Economist Intelligence Unit, Country data, Budget balance (% of GDP), 1988-2014.

Si le déficit budgétaire rapporté au PIB a eu tendance à se contracter entre 1990 et la fin de la décennie, par la suite, il progresse de nouveau avec vigueur pour connaître un pic (qui est, en fait, un creux) en 2008-2009.

L'écrasement de la dépense publique à partir de cette période permet un rétablissement de l'équilibre du budget primaire (hors service de la dette) mais amplifie la dépression économique et aggrave les tensions sociales⁴.

1.3 Une crise aggravée par les politiques suivies depuis 2008-2009 mais dont les racines sont anciennes

Nous avons souligné la faiblesse des institutions et celle de l'Etat en particulier, faiblesse illustrée par l'ancienneté du déficit budgétaire. Ce déficit exprime à la fois la difficulté de l'Etat grec à lever l'impôt et le caractère pléthorique d'une fonction publique dont l'augmentation a été justifiée pendant un temps par son ouverture à tous ceux qui en avaient

⁴ Les dépenses publiques pour l'éducation ont presque partout augmenté en Europe. Entre 2008 et 2011, ces dépenses ont ainsi été accrues de 4,1% dans la zone Euro et de 7,6% en France. En Grèce, elles ont cependant suivi la pente inverse, baissant de 15,2%. Les dépenses de santé ont, elles, baissé de 28% en volume entre 2008 et 2011 (source Eurostat)

été interdits suite à la guerre civile mais qui, par la suite, a servi de support aux politiques clientélistes.

Indiquons à présent qu'au cœur du déficit courant se situe celui de la balance commerciale qui exprime le solde, en l'occurrence négatif, des échanges de marchandises. Depuis fort longtemps, la Grèce importe beaucoup plus qu'elle ne parvient à exporter, y compris dans des domaines où on pourrait penser qu'elle dispose d'un avantage comparatif⁵.

En dépit de la récente très forte contraction des importations, le taux de couverture du commerce extérieur grec reste d'un niveau très faible : 56% en 2012 (28% en 2008)⁶. La faiblesse de ce taux montre avant tout une mauvaise orientation de l'appareil de production grec. Exportant peu, cet appareil de production, investissant peu dans l'innovation et la recherche à l'image du pays entier⁷, est incapable de satisfaire la demande du marché intérieur. La faiblesse de la base industrielle du pays a provoqué des importations massives, y compris sur des produits de consommation courante.

Observons que l'industrie au sens large représente (2014) 13,3% du PIB grec contre 19,4% en France, entre 21 et 23% au Portugal, en Espagne et en Italie et...30,7% en Allemagne.

Davantage que les déficits ou la dette publique, le déséquilibre considérable du commerce extérieur résume en grande partie les problèmes de l'économie, voire de la société grecque. Les politiques suivies par les gouvernements grecs depuis 2008-2009, malheureusement confirmées en juillet 2015, consistent *de facto* à réduire le déficit extérieur de la pire des façons : par une contraction des importations obtenue par un recul de la demande intérieure.

2 Les issues économiques et sociales à la crise grecque

Il est exact qu'un Etat ne peut durablement dépenser davantage qu'il n'encaisse de recettes fiscales, sauf à ce qu'il engage un vigoureux effort d'investissement. Il est exact que la consommation d'un pays ne peut excéder sa production. Il est exact, enfin, qu'un pays ne peut indéfiniment importer beaucoup plus qu'il n'exporte, ce déséquilibre ne pouvant être compensé sainement pour son avenir par les recettes du tourisme.

La croissance de la dette extérieure, la dépendance aux importations sont alors l'expression de la situation de dépendance dans laquelle le pays se trouve plongé. Cette situation de dépendance a comme corollaire le fonctionnement d'une économie de rente pour le plus grand avantage d'une poignée d'oligarques. Le fonctionnement des familles d'oligarques obéit au principe de la bourgeoisie *comprador*. Cette bourgeoisie et les familles qui en font partie ne sont pas seules à exercer ce contrôle, elles le font en coopération avec des entreprises

⁵ Le secteur agroalimentaire grec dans son ensemble est déficitaire dans ses échanges. En 2012, les exportations agroalimentaires de la Grèce étaient de 4,8 milliards d'euros, ses importations de 6,2 milliards, soit un taux de couverture (rapport des exportations sur les importations (X 100)) de 77%

⁶ Le taux de couverture hors produits pétroliers en 2012 est de $13,85/41,6 = 33\%$

⁷ Les dépenses totales de R&D rapportées au PIB (2014) sont de 0,78% en Grèce contre 2,23% en France et...2,94% en Allemagne

étrangères⁸. L'oligarchie en Grèce ne pourrait pas exister dans la plupart des cas sans la coopération d'une entreprise le plus souvent européenne – française ou allemande. Les dites familles sont, en fait, des médiateurs : une grande entreprise étrangère coopère avec une famille grecque qui a des liens avec le pouvoir politique afin d'obtenir un marché public. Autrement dit, ce système oligarchique est international : sans la présence de l'entreprise étrangère, ce modèle ne pourrait pas exister.

Les choix qui ont été opérés depuis 2008-2009 et qui seront prolongés par la mise en œuvre du troisième mémorandum signé par le gouvernement Tsipras en juillet 2015 consistent, comme nous l'avons vu, en un ajustement par le bas. Cet ajustement s'effectue par une baisse de la dépense publique et de la consommation. Le déficit public se réduit bien, de même que celui de la balance courante mais, ce, de la pire des manières : l'effondrement de l'activité économique, accompagnée de l'ensemble des maux dont nous avons donné la mesure.

Le chemin emprunté est mortifère. Les maux que le peuple grec va devoir endurer vont inévitablement s'aggraver. Une économie mafieuse va se développer, de même que les importations « low cost ».

La Grèce a mieux à faire.

Nous nous hasardons à présent (ce qui est sans doute assez rare dans un lieu qui rassemble des chercheurs) à proposer des pistes de réflexion sur ce que pourraient être les issues de la crise grecque.

Ces issues ne sauraient relever d'une simple somme de mesures catégorielles ou sectorielles répondant à chacune des dimensions de la crise saisies isolément. *De facto*, seul l'élaboration d'un nouveau modèle de développement est de nature à permettre d'engager un processus de transformation des structures politiques, économiques, sociales de la Grèce constituant une réponse globale à la crise. Le lieu d'élaboration de ce modèle se situe dans la société grecque prise comme un ensemble à même de produire de nouvelles normes.

La Grèce n'est pas parvenue à engager un processus de développement. La raison principale – mais sans doute est-ce une tautologie- est qu'elle n'a pas réussi à forger les institutions nécessaires au développement. La faiblesse de l'Etat en est l'expression caricaturale.

Cinq principes nous semblent devoir guider la définition d'un modèle de développement pour la Grèce :

- Recouvrer la souveraineté politique et économique du pays
- Développer la démocratie dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale,
- Répondre aux besoins fondamentaux du peuple grec, en valorisant le travail et les compétences de tous,

⁸ Oligarques : comment quelques familles contrôlent la Grèce, Jean Quatremer, 20 septembre 2015, <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2015/09/20/Grece/>

- Protéger la nature et plus généralement tous les biens communs,
- Favoriser le développement des territoires, les économies de proximité.

Sur la base de ces principes, l'enjeu consiste à développer l'industrie et l'agriculture grecques dans leur ensemble en tirant parti des nouvelles technologies : soutien des activités agricoles et agro-alimentaires (agriculture biologique et « raisonnée », etc.), de l'activité de rénovation de logements (utilisation de nouveaux matériaux, etc.), promotion des économies d'énergie (réseaux intelligents, isolation, etc.) et des énergies renouvelables (éoliennes, photovoltaïque, etc.), des industries liées à la santé (biotechnologie, nanotechnologies, etc.) , de la filière textile-habillement (nouveaux matériaux, textiles techniques, etc.), des matériels de transport (petit véhicule propre électrique ou hybride, transports collectifs économes, etc.), , de la construction/réparation navale (nouvelles modalités de propulsion, etc.), etc.

Un modèle de développement pour la Grèce ne peut s'appuyer sur une vision moniste fondée uniquement sur l'initiative privée ou bien seulement sur la propriété publique ou encore exclusivement sur l'économie sociale et solidaire. Le nouveau modèle de développement de la Grèce doit être fondé sur la diversité des formes d'économie combinant les initiatives privées, un secteur public rénové et un tiers-secteur performant.

Ce modèle doit, enfin, être fondé sur la complémentarité organisée de trois orientations :

- La première orientation concerne des actions à mettre en œuvre valorisant de nouvelles formes d'entrepreneuriat ainsi que des formes collectives innovantes d'organisation économiques et sociales : filières, regroupements de petites et moyennes entreprises, projets collaboratifs, etc.
- La deuxième orientation concerne des actions visant à développer des solidarités économiques et sociales, le plus souvent territoriales. Ce deuxième type d'action se situe dans une perspective d'économie sociale et solidaire : systèmes d'échanges localisés, banques temps, circuits courts, économie circulaire, etc.
- La troisième orientation, articulant les deux premières, vise à développer des réseaux productifs territorialisés : clusters de différents types associant des entreprises de taille différente à des universités et/ou des établissements d'enseignement technique portant sur des activités dites traditionnelles comme de haute technologie.

3 Conclusion : La Grèce mais aussi la France et nombre de pays ont besoin d'élaborer un nouveau modèle de développement

Le rôle des chercheurs en sciences sociales qui s'intéressent à la crise (grecque) est de tenter de comprendre sur une base pluridisciplinaire les racines de cette crise. Il peut aussi être d'accompagner le processus d'élaboration d'un nouveau modèle de développement, non de le précéder.

Un nouveau modèle de développement, de nouvelles institutions⁹ doivent être élaborés par la société des citoyens. Ceci est le sens d'un Appel lancé en août 2015 intitulé « Un Avenir pour la Grèce » <http://www.unavenirpouलगreece.com/>

⁹ Par « institution », nous entendons aussi bien les institutions informelles que formelles dont le commun dénominateur est la production de valeurs, de règles

Afin d'accompagner utilement ce processus, les chercheurs en sciences sociales doivent s'efforcer de jeter les bases d'une théorie faisant actuellement défaut et « écrasant » croissance et développement. Cette théorie ne peut être abstraite, c'est-à-dire doit se fonder sur une interprétation stylisée des processus d'innovation sociale élaborés par la société des citoyens.

Le concept de développement a été de fait galvaudé et est orphelin d'une théorie pertinente. Il a été systématiquement récupéré par des théories comme celle de la croissance qui se l'est approprié.

L'usage du terme "développement" :

- renvoie trop, dans la majorité des esprits, à des théories qui concernent la croissance,
- théories qui s'intéressent principalement à l'économie,
- ont une vision linéaire du temps,
- supposent que le développement (en fait la croissance) est une fonction du progrès technique.

On ne peut cependant simplement remplacer "développement" par autre chose, ou lui donner un autre sens que celui qui a fait que les pays développés ne sont pas considérés avec ce nouveau sens comme développés, sans avoir une théorie où ce nouveau concept ou bien ce nouveau sens ait sa place avec d'autres¹⁰.

Une « vraie » théorie du développement doit être élaborée sur la base de concepts qui doivent être des descripteurs en même temps que des outils opérationnels en relation organique avec les processus (par expérimentation) de transformation sociale.

Il ne saurait y avoir de production d'une théorie du développement sans concepts clairs, articulés entre eux, participant et rendant compte des transformations sociales qui s'opèrent.

¹⁰ Voir l'excellent texte de Marc Humbert [Decroissance.pdf](http://altersocietal.org/documents/mh-Croissance-Developpement-Decroissance.pdf)><http://altersocietal.org/documents/mh-Croissance-Developpement-Decroissance.pdf>